



Dans un message diffusé le 27 novembre 2018, le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) appelait les Camerounais à observer une demi-journée sans activité, "villes et villages morts" tous les lundis à partir de 13h. Appel totalement ignoré.

Après le renvoi du 6 novembre 2018, c'est finalement ce 4 décembre 2018 que s'est déroulée la première audience contre Me Michelle Ndoki, vice-présidente des femmes du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (Mrc) et 51 autres accusés militants de ce parti politique. Ils étaient accusés de «résistance autorité, apologie de crimes et délits, appel à l'insurrection», suite à une marche de protestation contre les résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2018.

Marche marquant le lancement d'un vaste mouvement de revendication baptisé «Plan de résistance contre le hold-up électoral», allant du 26 octobre 2018 au 6 novembre 2018, au Cameroun et à l'étranger.

Après l'impressionnant échec, le samedi 27 octobre 2018, de la «Traversée à pieds et à mains nues du 1er pont sur le Wouri» annoncée «monstrueuse», et finalement respectée par une poignée d'irréductibles (une cinquantaine) menée par Me. Michelle Ndoki, le processus de mise en oeuvre de ce plan de résistance est tout aussi un véritable fiasco.

Ce plan absurde prévoyait successivement «5 minutes pour faire fuir le voleur en tapant sur tout support qui fait de la résonance (klaxon, sifflets, casseroles, tam-tams, suivi de 10 minutes d'inactivité, du mardi 3 octobre 2018 au 5 novembre 2018, écrire «Non au hold up électoral» sur tous les supports (T-shirts, polos, chasubles, pancartes, formats A4, etc...) le 30 octobre 2018, «Tout le monde en blanc (chemises, t-shirts, pantalons, kaba,...) le 5 novembre 2018, etc. Aucune articulation ne sera suivie.

Sauf quelques apparitions sporadiques de militants du MRC apeurés et un flop retentissant de Maurice Kamto, le président du MRC, au quartier Nlongkak, voulant manifester le jour de la prestation de serment de Paul Biya, le président de la République élu au terme de l'élection présidentielle du 7 octobre 2018. Et puis plus rien.

Le 16 novembre 2018, Maurice Kamto prendra, dans une incroyable indifférence, la direction d'Addis-Abeba, où se tenait le sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine (UA), «pour un séjour de travail», d'après Olivier Bibou Nissack, son porte-parole.

En réalité, Maurice Kamto avait pour objectif de faire valoir ses prétentions auprès de l'Union africaine, le Cameroun ayant signé la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, adoptée le 30 janvier 2007. Le Président du MRC reviendra au Cameroun, le 19 novembre 2018.

Rien sur le bilan de son périple éthiopien. Des sources indiquent tout simplement des rencontres informelles avec des dirigeants africains.

Le 27 novembre 2018 dans un message vidéo diffusé sur facebook, Maurice Kamto appelait ses partisans à observer une autre opération baptisée «Lundi mort», toujours en protestation des résultats de la présidentielle d'octobre 2018.

«Pour le reste du mois de novembre et jusqu'à la fin du mois de décembre 2018, je demande d'observer une demi-journée sans activité, villes et villages morts tous les lundis à partir de 13h afin d'emmener le pouvoir en place à prendre des mesures significatives pour engager la résolution de la crise qui ravage les régions concernées en sorte que les populations de ces régions passent les fêtes de fin d'année dans leurs familles», indiquait l'homme politique sur son compte facebook.

Appel qui rencontre après deux semaines de lancement, une indifférence totale des Camerounais. Le constat est patent : tous les lundis, les rues de toutes les villes du Cameroun grouillent de monde, dont les partisans et sympathisants du MRC menant sereinement leurs activités. Malgré tout, Maurice Kamto veut étendre la durée des villes et villages morts du 1er au 15 janvier 2019, si aucune mesure significative pour résoudre la crise anglophone n'est prise par le pouvoir.